

**CONGRES NATIONAL  
DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT**

sur le thème :  
**« Individualismes, communautés, destin  
commun : Comment faire société »**

**Discours de  
Son Excellence Monsieur Abdou DIOUF**

Secrétaire général de la Francophonie

**Centre des congrès de la Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette  
Paris, le 28 juin 2007**

*Seul le texte prononcé fait foi*

Je m'adresse, à vous, aujourd'hui, au nom des 68 Etats et gouvernements rassemblés au sein de la Francophonie, au nom de ces 68 Etats et gouvernements répartis sur tous les continents, au nom de ces 68 Etats et gouvernements qui relèvent, au quotidien, le pari de se concerter, de coopérer, de vivre ensemble, différents, au nom de la langue et des valeurs qu'ils ont en partage.

Il s'agit là, certes, d'un pari difficile.

Car vivre ensemble ne va pas de soi lorsque l'on a des cultures différentes, des religions différentes, une histoire différente.

Vivre ensemble ne va pas de soi lorsque l'on a des niveaux de développement différents, et que l'opulence voisine avec la plus extrême pauvreté, lorsque certains ont accès à l'éducation, aux soins, aux moyens les plus modernes d'information et de communication, lorsque certains sont assurés de jouir pleinement de leurs droits et des libertés, de vivre en paix, tandis que d'autres sont condamnés à l'analphabétisme, exposés aux pandémies, à des situations de crises ou de conflits meurtriers, luttant pour le plus élémentaire des droits, le droit à la vie.

En quoi, pourraient se demander certains, les citoyens des pays développés, sont concernés par la misère, les maladies, les guerres qui sévissent dans ces contrées lointaines ?

Il n'est plus de contrées lointaines ou reculées. La mondialisation a aboli les distances, « virtualisé » les frontières. Et ce qui vaut pour les capitaux, les flux financiers, l'information, vaut aussi pour les fléaux.

La misère s'exile, les virus se propagent, les conflits étendent leurs effets déstabilisateurs par-delà les frontières. Tout est aux portes de tout. Et les pays les plus déshérités de la planète sont d'ores et déjà devenus les bidonvilles, les ghettos, les banlieues prêtes à s'embraser des pays développés.

Alors, n'oublions pas, lorsque nous vantons, à raison, les possibilités inédites que nous offre le village planétaire, de mentionner aussi les fractures qui l'ébranlent et qui menacent la cohésion du monde !

Bien plus ! Quel Etat peut prétendre aujourd'hui, résoudre seul les grands problèmes qui engagent, certes, le devenir de ses citoyens, mais qui engagent en même temps le devenir de la planète ?

La plupart des défis majeurs de ce siècle commençant sont devenus transnationaux et requièrent des prises de décision et des solutions transnationales. Qu'il s'agisse de la protection de l'environnement, de la maîtrise des flux migratoires, des grands enjeux technologiques et de la génétique, ou encore de la lutte contre le terrorisme international, pour ne citer que ceux-là.

La mondialisation, les globalisations scellent donc, chaque jour un peu plus, notre communauté de destins.

En avons-nous pleinement conscience ? L'usage pléthorique que l'on fait de l'expression « communauté internationale » pourrait laisser penser que oui. Mais peut-on vraiment, en l'état actuel des choses, parler de « communauté » ?

Sommes-nous seulement en mesure de dire, aujourd'hui, qui incarne cette communauté internationale ? Regroupe-t-elle l'ensemble des Etats, les Nations unies, les acteurs transnationaux, les citoyens ? Se limite-t-elle, selon les circonstances ou les enjeux stratégiques, à un groupe d'Etats, au Conseil de sécurité, à telle ou telle institution internationale, ou plus étroitement encore à l'hyperpuissance ?

Le fait est que le concept de communauté internationale pâtit jusqu'à maintenant de l'absence de fondement juridique et philosophique. Pourtant, les Etats seront de plus en plus appelés à partager leur souveraineté s'ils veulent l'accroître, et devenir des acteurs internationaux à part entière. N'est-ce pas déjà le pari réussi de la construction européenne ? Et sans doute, l'Etat nation n'aura-t-il bientôt d'autre choix que de redéfinir ses fonctions traditionnelles, ses missions essentielles. Autant de mutations, de bouleversements qui contribuent à accentuer le sentiment de perte de repères chez les citoyens, le sentiment de n'être plus représentés ou entendus, avec la tentation, souvent, de se réfugier dans le passé, les traditions, en un mot le « connu ».

C'est dire que nous sommes face au plus exigeant des défis, un défi qui nous concerne tous et qu'il nous faut relever, certes, à l'échelle nationale, mais aussi et surtout à l'échelle du monde. L'un ne se fera pas sans l'autre. Je dirais même que nous n'avons d'autre choix que de mener de front la recherche d'une nouvelle cohésion sociale à tous les niveaux – national, régional, mondial - tant il est vrai que l'homme, aujourd'hui, se caractérise, qu'il le veuille ou non, par la multiplicité de ses appartenances.

Comment donc faire société à l'échelle internationale ?

Je ne prétends pas avoir la réponse à cette question déterminante pour l'avenir, pour notre avenir, pour celui de nos enfants. Mais je suis convaincu, en revanche, que le déclin d'une société est déjà en marche lorsque les hommes se demandent : « Que va-t-il arriver ? » au lieu de se demander « Que pouvons-nous faire ? »

Eh bien ! nous pouvons et nous devons réduire les fractures économique, sociale, sanitaire, technologique, éducative qui vont en s'aggravant sous l'effet de la mondialisation.

Mais dénoncer les inégalités ne suffit pas, il faut se donner les moyens de les combattre.

Accumuler les promesses ne suffit pas, il faut se donner les moyens de les honorer.

Qu'en est-il, après 40 ans, de l'engagement de consacrer 0,7 % du PNB à l'aide publique au développement ?

Qu'en est-il, après 7 ans, de l'engagement d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, en 2015 ?

Il y a les déclarations fortes, les déclarations solennelles, et puis il y a les réalités brutales. Je n'évoquerai que l'Afrique subsaharienne.

Peut-on attendre 122 ans avant de donner, à tous les enfants de cette région, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires ?

Peut-on attendre 140 ans avant de réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim ?

Peut-on attendre 158 ans avant de réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans ?

C'est pourtant ce que nous acceptons de faire, sans le dire, car au regard du volume actuel de l'aide, c'est le temps qu'il faudra attendre pour ces enfants, pour ces générations d'hommes et de femmes, laissées sur le bord de la route.

Le bonheur individuel, l'opulence des uns se doit de produire des retombées collectives, sous peine de transformer la société en un rêve de prédateur. Nous sommes là aux fondements de la solidarité.

Mais entendons-nous bien : il ne s'agit pas de donner pour donner ! Il ne s'agit pas, non plus, de donner sous certaines conditions dont on sait qu'elles ont trop souvent, par le passé,

produit des effets inverses de ceux escomptés, parce que déconnectées des réalités et des spécificités locales.

Il faut une nouvelle approche de la coopération, fondée sur une plus grande rationalité, fondée aussi sur le dialogue, l'écoute, le partenariat. C'est en tout cas dans cet état d'esprit que la Francophonie mène ses actions de coopération, tout comme ses actions politiques et diplomatiques en faveur de la démocratie, des droits de l'Homme et de la paix. Un état d'esprit dont nous pouvons nous prévaloir, sans doute, parce que nous n'avons rien à vendre, nous n'avons aucun intérêt stratégique à faire valoir, et nous ne prétendons donner de leçons à personne. N'en déplaise à certains, il n'y a pas, en matière de progrès, de développement, de démocratisation même, de modèle unique !

Nous pouvons et nous devons, dans le même temps, identifier les moyens de démocratiser les relations internationales.

Il faut en finir avec la tentation de l'isolationnisme ou de l'unilatéralisme, et renforcer le multilatéralisme qui constitue le plus sûr des chemins sur la voie de la coopération et de la paix dans un monde véritablement multipolaire. Cela étant, le multilatéralisme ne suffira pas à garantir une gouvernance mondiale démocratique dans la mesure où il n'instaure pas, dans les faits, l'égalité entre les Etats, et où il n'occulte pas les relations de puissance.

Il faut donc, aussi, que les Etats depuis trop longtemps cantonnés à un rôle de figurants ou de spectateurs, singulièrement au Sud, puissent enfin faire entendre efficacement leur voix dans les enceintes internationales où se prennent les décisions qui déterminent leur avenir.

Il faut plus largement, dans le cadre d'une démocratie ouverte et participative, impliquer étroitement les acteurs non-étatiques, qui n'ont pas attendu qu'on les sollicite pour réfléchir et agir. Cette forme de démocratisation, la Francophonie l'a mise en place dès les origines, en associant, à travers ses opérateurs spécialisés, les universitaires, les maires de grandes villes dont vous présidez l'Association, Monsieur le Maire, les médias, mais aussi les Parlementaires dans le cadre de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Je n'oublie pas non plus l'important réseau d'Organisations non gouvernementales qui travaillent en collaboration étroite avec nous.

Nous pouvons et nous devons, enfin, poser des actes forts en faveur de la promotion de la diversité culturelle. Nous sommes là au cœur des missions de la Francophonie, qui s'est massivement mobilisée en faveur de l'adoption, à l'Unesco, de la Convention sur la

protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, et nous entendons peser, désormais, sur les modalités de sa mise en œuvre. Car il s'agit là d'un enjeu majeur de la société internationale d'aujourd'hui et de demain.

La mondialisation, en apparence, crée un monde plus homogène au niveau global. En apparence seulement, parce que dans le même temps elle génère souvent, par réaction, au niveau local et national, des communautés plus hétérogènes, repliées sur une identité devenue parfois meurtrière.

J'en veux pour preuve les guerres civiles, les affrontements ethniques, les luttes tribales qui se sont multipliés depuis quelques années.

Mais ce serait une lourde erreur de croire, pour autant, que la paix et la stabilité ne peuvent s'accommoder de la diversité des sociétés et que l'uniformité est la condition préalable à une paix universelle.

Car c'est cette diversité qui fait toute la richesse de l'humanité. Et à cet égard, la civilisation mondiale, la civilisation de l'universel, chère à Léopold Sédar Senghor, ne pourra résulter que de la symbiose de cultures préservant chacune son originalité, son égale dignité.

C'est dire qu'il nous faut parvenir au plus vite à un équilibre harmonieux entre les aspirations particulières des populations et des Etats, et les exigences d'un monde en prise à la globalisation.

Cette synthèse difficile ne pourra se réaliser que dans un cadre – je le disais – solidaire et démocratique dans lequel tous les peuples pourront se retrouver sur des valeurs communes qui transcendent les croyances, les pratiques, les coutumes, sur ces valeurs universelles que sont la dignité humaine, la justice sociale, les libertés fondamentales, les droits de l'Homme. Un cadre solidaire et démocratique qui suscite un sentiment d'appartenance à une communauté de destin, tout en laissant s'exprimer et s'épanouir les particularités culturelles, linguistiques, religieuses, ethniques. Un cadre solidaire et démocratique fondé sur la reconnaissance et le respect de l'autre, fondé sur le dialogue et la tolérance.

C'est bien là ce que la Francophonie s'attache à mettre en œuvre, jour après jour, au sein de son espace, avec lucidité, mais aussi avec fierté.

J'ai envie de dire, en terminant, que j'ai le plaisir de m'adresser, aujourd'hui, à des francophones convaincus, parce que je sais que nous partageons les mêmes valeurs, les mêmes aspirations, les mêmes ambitions pour l'avenir, comme en témoigne le partenariat qui nous lie. Et je souhaite saisir cette occasion, de vous voir, ici, tous réunis, pour rendre hommage à votre action, et plus largement à travers vous, au secteur associatif qui constitue, dans nos sociétés, un maillage irremplaçable. Vous êtes des acteurs fondamentaux de cohésion. Bien plus, vous accompagnez, vous devancez même, comme le montre le thème de ce congrès, les évolutions de la société. Vous êtes des passeurs de démocratie et de solidarité.

Mais je suis également particulièrement sensible à la dimension laïque de votre engagement. Et je veux redire, ici, avec la plus forte conviction, que l'idéal laïc n'est pas ressentiment, hostilité de principe à la religion. C'est tout au contraire l'affirmation de la liberté de conscience, de l'égalité des athées et des croyants, de tous les croyants, c'est le gage de pouvoir vivre ensemble, différents, dans l'horizon de l'universel.

Croyez bien que je mesure, enfin, à sa juste valeur, la mission éducative qui est la vôtre, tant il est vrai qu'on n'enseigne pas seulement des savoirs, mais également des valeurs, et une certaine manière d'être au monde. Eduquer, c'est donc aussi préparer aux changements que nous voulons pour demain parce que nous devons être les changements que nous voulons !

Je sais, vous êtes la preuve, qu'il est, partout dans le monde, des hommes et des femmes de bonne volonté. Et j'ai la conviction que viendra le temps où d'autres générations transposeront au présent ces paroles que Victor Hugo formulait encore au futur lorsqu'il écrivait :

« Un jour, espérons-le, le globe sera civilisé. Tous les points de la demeure humaine seront éclairés et alors sera accompli le magnifique rêve de l'intelligence : avoir pour patrie le Monde, et pour nation l'Humanité. »